

FSU (SNESUP – SNCS - SNASUB - SNEP - SNETAP)
CGT (FERC-SUP - SNTRS)
UNSA (SNPTES – SUP'Recherche)
SGEN-CFDT Recherche EPST
SOLIDAIRES (SUD-Recherche EPST - SUD Etudiant)
UNEF
SLU
SLR

Malgré le refus d'une majorité de la population, la loi portant réforme des retraites a été promulguée dans l'urgence par le président de la République. Cette loi injuste et inefficace repousse l'âge de départ à la retraite à 62 ans et à 67 ans pour une retraite sans décote.

Des millions de salariés, de retraités et de jeunes ont participé à de nombreuses journées de grèves et de manifestations unitaires. Les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche et les étudiants, inquiets pour leur accès à l'emploi et leur avenir, ont participé de plus en plus nombreux aux manifestations. Les sondages ont montré le soutien de la population et la compréhension de ce que sous tend cette contre-réforme : un recul incessant de l'âge de départ en retraite, l'absence de garantie d'assurer la pérennité du système par répartition, alors même que le chômage des jeunes et des seniors est particulièrement fort. Dans un contexte de réduction d'emploi et de gel des salaires, les fonctionnaires sont particulièrement touchés par cette réforme : augmentation du taux de cotisation, suppression des validations des périodes d'auxiliarat (ATER, contractuel...), suppression des possibilités de départ anticipé des parents de 3 enfants ayant 15 ans d'ancienneté . Les revendications des personnels de l'Enseignement supérieur et de la recherche, aux carrières particulièrement courtes, et des étudiants n'ont pas été prises en compte.

Non, la question des retraites n'est pas réglée !

Les organisations signataires réaffirment leur volonté de voir modifiées les dispositions de cette loi. D'autres mesures sont possibles pour défendre, améliorer un système de retraite par répartition, généralisant le droit à la retraite dès 60 ans et l'absence de décote !

Au-delà de la réforme des retraites, les mobilisations des derniers mois montrent le mécontentement et les inquiétudes des personnels et des jeunes sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les conditions de travail.

Les organisations signataires, déterminées à poursuivre les mobilisations, appellent à faire de la journée du 23 novembre un moment puissant pour nos revendications pour les retraites, l'emploi, les salaires et les conditions de travail, pour le service public.

Signataires : FSU (SNESUP – SNCS - SNASUB - SNEP - SNETAP) ; CGT (FERC-SUP - SNTRS) ; UNSA (SNPTES – SUP'Recherche) ; SGEN-CFDT Recherche EPST
SOLIDAIRES (SUD-Recherche EPST - SUD Etudiant) ; UNEF ; SLU ; SLR